

Chères lectrices, chers lecteurs,

Des compétences mal délimitées entre Confédération, cantons et communes, une réglementation excessive et des mécanismes de financement peu efficaces: voilà les ingrédients actuels d'une politique de la petite enfance qui peine à s'adapter aux réalités locales. Mais une autre approche est possible.

Dans cette édition, nous revenons en détail sur la nouvelle étude de Patricia Schafer et Agustina Rodriguez Widmer consacrée à la politique en matière de crèches. Les auteures ne se contentent pas de dresser un constat. Elles formulent des propositions concrètes pour une politique plus cohérente, plus ciblée et plus proche des besoins des familles.

La Suisse romande, notamment le canton de Genève et de Vaud, est d'ailleurs particulièrement concernée par la réglementation excessive, allant souvent au-delà des exigences liées à la protection de l'enfant. Des propositions qui n'ont pas manqué de faire débat.

Je me réjouis de vos retours et vous souhaite un bon weekend de Pâques !



Diego Taboada
Directeur romand

Nouvelle publication

Quel cap pour les crèches?

En Suisse, l'accueil préscolaire se heurte à une répartition floue des compétences, une réglementation excessive et des modèles de financement inefficients. Dans leur nouvelle analyse, les auteures identifient les principaux problèmes et montrent comment les cantons et les communes peuvent y remédier. Elles proposent trois pistes pour la politique de la petite enfance:

- **Confier la compétence aux communes:** Les communes qui connaissent le mieux leur population et ses besoins. Des directives uniformes cantonales et fédérales ne tiennent pas compte des réalités locales.
- **Réglementer l'essentiel:** Les prescriptions détaillées, par exemple sur les revêtements de sol, augmentent les coûts et réduisent la diversité de l'offre.
- **Soutenir les familles directement plutôt que les établissements:** Des bons de garde pour les familles plutôt que des subventions pour les crèches renforcent la liberté de choix des parents. Cette mesure est particulièrement efficace pour les enfants issus de ménages défavorisés.

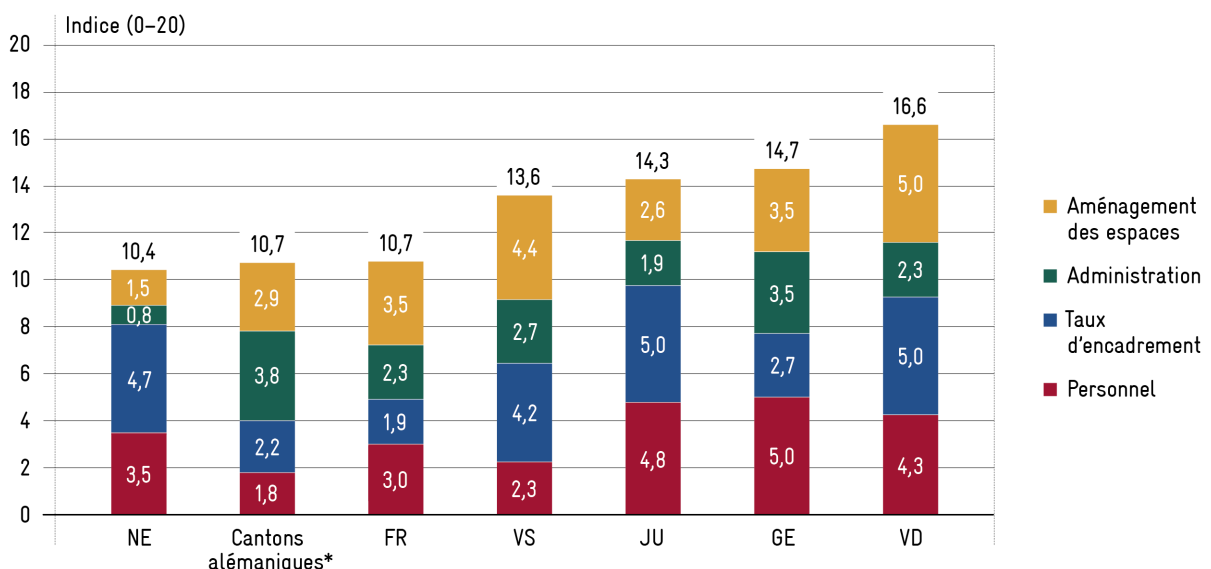
[Je plonge dans l'analyse.](#)

Zoom sur la Suisse romande

Une question de réglementation

Différents obstacles à l'ouverture d'une crèche

Les exigences à satisfaire pour ouvrir et exploiter une crèche varient entre les cantons. Les obstacles à l'entrée sur le marché sont les plus importants dans les cantons de l'Arc lémanique.



* Les données des cantons alémaniques concernent uniquement les plus peuplés (AG, BE, LU, SG, ZH).

Source: Bases légales et directives cantonales (état en janvier 2026)

Figure: Avenir Suisse

En Suisse romande, les structures d'accueil de la petite enfance évoluent dans un cadre réglementaire particulièrement contraignant, ce qui freine leur capacité d'adaptation et contribue à des coûts élevés pour les familles. Le canton de **Vaud**, par exemple, va jusqu'à prescrire le type de

revêtement de sol autorisé dans une crèche, de même que la surface minimale des fenêtres au centimètre près. A **Genève**, les exigences posées au personnel interpellent: diplôme tertiaire pour les éducateurs, 5 ans d'expérience pour la direction. Dans un contexte de pénurie, elles compliquent encore le recrutement.

[Vers les détails.](#)

Essential

Pour une politique plus proche des familles

Pour les lecteurs pressés, retrouvez les principaux éléments de l'analyse en une page. Une observation clé des auteures: la politique des crèches vise à encourager l'activité professionnelle des parents. Pourtant, les études montrent que les subventions n'augmentent souvent que marginalement le volume de travail. Dans bien des cas, l'accueil institutionnel se substitue à des solutions privées telles que la garde par les grands-parents, sans effet réel sur le taux d'activité. Résultat: des effets d'aubaine non négligeables.

[L'essentiel en un coup d'œil.](#)

Le chiffre de la semaine



Presque tous les cantons organisent l'accueil préscolaire de manière conjointe: le canton fixe le cadre, tandis que le financement est partagé avec les communes. Seul le canton d'Argovie confie l'entière responsabilité aux communes. Cette organisation au niveau local permet une politique en matière de crèches plus proche des besoins des familles.

Le débat continue...

Une politique des crèches plus ciblée, est-ce possible? Quelles priorités fixer et à quel niveau agir? 🙌 Rejoignez le débat et partagez votre avis sur [LinkedIn](#).

Dans les médias



Crèches Au micro de [Forum \(RTS\)](#), Diego Taboada rappelle les avantages de soutenir directement les familles qui ont recours aux crèches, plutôt que les structures. Cette mesure supprimerait l'inégalité entre établissements publics et privés en donnant le libre choix aux parents de choisir la structure pour leur enfant. La concurrence permettrait d'augmenter l'offre sur le marché et de réduire les listes d'attente.

Frein aux cotisations salariales La [Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie](#) a relayé les propos de notre récente analyse «[Un frein aux cotisations salariales](#)» rappelant qu'au niveau fédéral, toute augmentation d'impôt doit être approuvée par le peuple et les cantons. Toutefois, pour augmenter les cotisations salariales, les obstacles démocratiques sont nettement moindres. La politique en profite directement, au détriment de la population active. Notre solution? Un plafond inscrit dans la Constitution pour les cotisations salariales à caractère fiscal, de la même manière que les plafonds fiscaux existants.

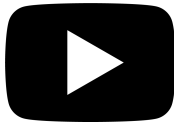
Swissness Urs Furrer, directeur du [Journal des arts et métiers](#), souligne que les PME paient le prix des directives politiques sur la Swissness et la responsabilité des entreprises, exacerbées par des règles bureaucratiques. Il reprend notre chiffre: 70% des coûts de la chaîne d'approvisionnement sont transférés aux PME.

«Quand la vie est trop facile, on s'endort.»



Vous l'avez manqué? Dans notre dernier épisode de **La parole aux Romands**, Jean-Claude Biver partage son regard sur l'industrie horlogère, les crises et ce qui fait, selon lui, la force d'un pays comme la Suisse.

👉 **Ecoutez (ou réécoutez) l'épisode :**



[YouTube](#)



[Avenir Suisse](#)



[Apple Podcasts](#)



[Spotify](#)



[Deezer](#)

On vous a transféré cette infolettre?

Alors [inscrivez-vous à notre infolettre](#), afin d'être toujours au courant de nos actualités.

Qui sommes-nous?

En tant que think tank indépendant, [Avenir Suisse](#) développe des idées pour l'avenir de la Suisse, en se fondant sur des études scientifiques et des principes libéraux.

Nos publications les plus récentes

<p>avenir suisse</p> <p>03 03 2020 analyse</p> <h3>Un frein aux cotisations salariales pour la Suisse</h3> <p>Pour que la Constitution protège la population active au même titre que les contribuables</p> <p>Michèle Solari et Ozer Bayraktar</p> <p>La Constitution présente une lacune: elle plafonne le montant des impôts, mais pas celui des cotisations salariales, créant ainsi une asymétrie. En effet, les cotisations AVS, AI et APG fonctionnent comme des impôts, mais leur augmentation est soumise à moins de contraintes.</p> <p>Il en résulte une mauvaise incitation en politique: les nouvelles prestations sociales sont financées de préférence par la baisse de la fiche de salaire, non pas pour des raisons objectives, mais pour des considérations politiques.</p> <p>Conséquences: pour des raisons institutionnelles, la population active passe plus facilement à la caisse que les contribuables. Avenir Suisse propose donc un frein aux cotisations salariales: soit un plafond constitutionnel pour les cotisations salariales à caractère fiscal, à l'image des plafonds déjà prévus pour les impôts.</p> <table border="1"> <tr> <td>1. L'équité institutionnelle</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>2. Garantir une ventilation salariale égale somme et impôt</td> <td>3</td> </tr> <tr> <td>3. Comment s'y prendre</td> <td>4</td> </tr> </table>	1. L'équité institutionnelle	1	2. Garantir une ventilation salariale égale somme et impôt	3	3. Comment s'y prendre	4	<p>avenir suisse</p> <h2>Indice de liberté 2025</h2> <p>Lukas Rütti, Jan Marty</p>	<p>avenir suisse</p> <p>03 03 2020 analyse</p> <h3>Un (capital) risque étatique?</h3> <p>Comment la Suisse peut renforcer sa capacité d'innovation, même sans start-ups financées par l'Etat</p> <p>Lukas Schmid, Nils Ruggieri</p> <p>La politique fédérale envisage depuis longtemps de soutenir financièrement les start-ups en phase de croissance. Il ne fait aucun doute qu'un marché de capital-risque développé est essentiel pour une économie hautement développée.</p> <p>Mais le marché suisse du capital-risque n'a pas besoin de soutien de l'Etat: les investissements correspondants ont été multipliés par cinq en dix ans, les fuites de start-ups sont rares et les aspirations européennes montrent qu'un financement public en fonds propres ne favorise pas l'innovation.</p> <p>Au lieu d'investir du capital-risque, la Confédération devrait s'en tenir à sa politique d'innovation et créer des conditions-cadres plus favorables aux start-ups.</p> <p>1. Le financement des start-ups, un point faible? 1 2. Pourquoi le capital-risque est-il perçus pour l'innovation nationale? 2 3. Quelle est la situation du marché suisse de capital-risque? 5 4. Pourquoi l'Etat ne peut pas investir du capital-risque? 6 5. Conclusion: renforcer la politique d'innovation suisse actuelle 12</p> <p>1. Le financement des start-ups, un point faible? 1 La Suisse fait partie des pays les plus compétitifs du monde, notamment grâce à la grande force d'innovation de son économie. Dans les comparaisons internationales, elle occupe depuis des années les premières places en matière de capacité d'innovation: elle domine le Global Innovation Index, classement de référence, depuis 13 ans consécutifs.</p> <p>Les raisons de cette force d'innovation sont multiples. La Suisse abrite un nombre supérieur à la moyenne de recherches et de formations, avec forte formation, forment une base industrielle solide. Elle dispose en outre de nombreux talents qualifiés, qui prennent d'une manière rigoureuse et incertaine en tant qu'investissement de recherche et de formation et d'innovation. Chaque année des dizaines de startups, Les deux coûts professionnels fédéraux (EPFL) jouent un rôle clé en formation universitaire ou la recherche académique aboutit régulièrement à des innovations commerciales viables. Ainsi, aucune université européenne ne produit autant de start-ups avec des demandes de brevets que l'EPFL, l'ETH, le classe cin-</p>
1. L'équité institutionnelle	1							
2. Garantir une ventilation salariale égale somme et impôt	3							
3. Comment s'y prendre	4							

[Un frein aux cotisations salariales pour la Suisse](#)

[Indice de liberté](#)

[Un \(capital\) risque étatique ?](#)

Vous avez manqué une infolettre?

Pas de panique, retrouvez-les toutes dans notre [archive des infolettres](#).



© Avenir Suisse, Chemin de Beau-Rivage 7, 1006 Lausanne, Suisse, avenir-suisse.ch/fr/

[A propos de nous](#)

[Déclaration de protection des données](#)

[Pourquoi vous recevez cette infolettre](#)

Afin d'éviter que cet e-mail n'apparaisse dans vos spams, ajoutez NewsletterFR@avenir-suisse.ch à votre carnet d'adresses.

[Gestion de l'abonnement](#)